



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
26 avril 2016
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-dixième session
Point 34 de l'ordre du jour
Prévention des conflits armés

Conseil de sécurité
Soixante et onzième année

Lettre datée du 21 avril 2016, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer que, dans les premières heures du 2 avril 2016, en violation de l'accord trilatéral de cessez-le-feu de 1994 et de l'accord trilatéral de consolidation du cessez-le-feu de 1995 – deux accords conclus sans limitation de durée –, les forces armées de l'Azerbaïdjan ont lancé une vaste opération militaire le long de la ligne de contact avec le Haut-Karabakh, faisant usage d'artillerie lourde, de lance-roquettes multiples, de lance-roquettes thermobariques, de véhicules blindés, de chars et de moyens aériens. Les positions des forces de défense du Haut-Karabakh, ainsi que des infrastructures et des zones d'habitation civiles, ont été violemment attaquées.

Le bombardement aveugle de la population civile a causé la mort de Vaghinak Grigoryan, un enfant de 12 ans, et blessé deux autres écoliers du même âge dans la localité de Martuni dans le Haut-Karabakh. L'incursion menée par les forces armées azerbaïdjaniennes dans le village de Talich dans la région de Martakert du Haut-Karabakh s'est accompagnée d'actes de barbarie commis par des soldats, qui ont notamment torturé, mutilé et tué trois personnes âgées, M^{me} Marusya Khalapyan, M^{me} Razmela Vardanyan et M. Valeri Khalapyan. Trois soldats des forces de défense du Haut-Karabakh, Karam Sloyan, Hayk Toroyan et Hrant Gharibyan, ont été sauvagement décapités. Des images montrant la tête tranchée d'un soldat des forces de défense du Haut-Karabakh ont donné lieu à des manifestations de joie dans les villes et villages de l'Azerbaïdjan et sur les réseaux sociaux du pays. La Commission d'État du Haut-Karabakh chargée des prisonniers de guerre, des otages et des personnes disparues a, en présence de représentants du Comité international de la Croix-Rouge, constaté sur le corps des défunts remis par la partie azerbaïdjanaise des marques de torture et de mutilation. Le Bureau du Procureur général du Haut-Karabakh a engagé des procédures pénales eu égard aux violations graves des règles du droit international humanitaire commises par les forces armées azerbaïdjaniennes pendant les affrontements survenus entre le 2 et le 4 avril 2016. Je vous fais tenir ci-joint la demande d'instruction du Bureau du Procureur général



(voir l'annexe I*) et la déclaration publiée le 11 avril par la Commission d'État (voir l'annexe II**).

Ces violations flagrantes d'instruments internationaux essentiels, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et les Conventions de Genève de 1949, ainsi que d'autres infractions, ont été dûment portées à l'attention du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Le 5 avril a été conclu un accord verbal portant sur la cessation des hostilités et le rétablissement de l'accord de cessez-le-feu de mai 1994. L'Azerbaïdjan n'en continue pas moins de violer cet accord. Entre le 2 avril et aujourd'hui, le Haut-Karabakh a recensé au total 96 victimes.

Depuis la signature de l'accord trilatéral de cessez-le-feu de 1994, l'Azerbaïdjan a maintes fois manqué à ses obligations, notamment en 2014 et 2015 lorsqu'elle s'est livrée à des violences et a utilisé l'artillerie lourde. Le pays n'a jamais caché sa volonté d'apporter une solution militaire au conflit et n'a cessé d'attiser les tensions régionales. Cette politique s'est accompagnée du refus constant de s'engager de manière constructive dans les négociations menées dans le cadre de la co-présidence du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) aux fins d'un règlement pacifique du conflit, de mettre en œuvre des mesures de confiance et de sécurité, notamment en vue de créer un mécanisme chargé d'enquêter sur les violations du cessez-le-feu, et de renforcer les capacités du Bureau du Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE. La façon hypocrite dont l'Azerbaïdjan tente de justifier sa récente offensive militaire en alléguant de violations du cessez-le-feu par le Haut-Karabakh est inacceptable. La dernière provocation du pays s'inscrit en outre dans la logique d'une politique suivie de longue date au plus haut niveau, qui consiste à attiser la haine contre les Arméniens et dont le résultat est l'extrême radicalisation de la société azerbaïdjanaise, notamment de la jeunesse.

L'Arménie n'a cessé de mettre en garde la communauté internationale, notamment au sein de l'Organisation des Nations Unies, contre la politique agressive de l'Azerbaïdjan, qui s'est montrée incapable de s'engager en faveur d'un règlement pacifique dans le cadre convenu de la co-présidence du Groupe de Minsk de l'OSCE. La dernière opération militaire lancée par l'Azerbaïdjan est inédite par son ampleur, les armes utilisées et les pertes qu'elle a occasionnées. Sa poursuite pourrait avoir de dangereuses conséquences, dont la seule et entière responsabilité incomberait aux autorités azerbaïdjanaises. L'Arménie et le Haut-Karabakh n'ont nulle raison d'aggraver la situation, n'y ont pas intérêt, n'en voient pas la nécessité et n'en ont pas l'objectif. Ils ont régulièrement réaffirmé leur plein attachement à un règlement pacifique du conflit et à l'établissement de mesures de confiance visant à consolider le cessez-le-feu. Leur position demeure inébranlable. La dernière escalade militaire et les violences qui l'ont accompagnée montrent que le peuple du Haut-Karabakh est menacé dans son existence même et que tout avenir lui est interdit sous la férule de l'Azerbaïdjan. Les atrocités commises par celle-ci rappellent les massacres dont les Arméniens ont été victimes au lendemain du conflit à Soumgaït, Bakou, Kirovabad et ailleurs. Le peuple du Haut-Karabakh peut

* L'annexe I est distribuée uniquement dans la langue de l'original.

** L'annexe II est distribuée uniquement en anglais et en russe

exercer son droit de légitime défense. Garant de sa sécurité physique, l'Arménie se tiendra à ses côtés.

D'urgence et à titre d'objectif immédiat, l'Arménie et le Haut-Karabakh soulignent la nécessité de mettre un terme à toutes les violations du cessez-le-feu, d'ordonner aux troupes de rentrer dans leurs casernes et de se retirer sur les positions qu'elles occupaient au 1^{er} avril, dans le plein respect de l'accord tripartite de cessez-le-feu signé en 1994 entre l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh et l'Arménie, de créer sans tarder un mécanisme chargé d'enquêter sur les violations du cessez-le-feu, et de renforcer les capacités du Bureau du Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE. Il est tout aussi important et prioritaire d'assurer la relance pleine et entière des négociations en vue d'un règlement pacifique du conflit sur la base des principes et dispositions énoncés dans cinq déclarations des co-présidents du Groupe de Minsk.

L'Arménie a remercié la communauté internationale, y compris le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, d'avoir condamné fermement la récente escalade militaire et d'apporter un soutien sans faille aux activités des co-présidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, qui constitue le seul cadre convenu pour le règlement pacifique du conflit. La responsabilité de l'Azerbaïdjan doit toutefois être reconnue; elle doit répondre d'avoir usé de la force et de faire peser une menace sur la paix et la sécurité régionales. La communauté internationale ne peut tolérer en son sein des positions fondées sur des préjugés et des considérations religieuses. On ne saurait permettre plus longtemps à l'Azerbaïdjan de choisir les instances qui lui sont favorables, de se jouer de l'Organisation des Nations Unies et de détourner l'objet et la teneur des résolutions du Conseil de sécurité. Il faut exhorter ce pays à se conformer strictement à la procédure de règlement pacifique du conflit engagée dans le seul cadre ayant fait l'objet d'un consensus international, à savoir la co-présidence du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Zohrab Mnatsakanyan

Annex I to the letter dated 21 April 2016 from the Permanent Representative of Armenia to the United Nations addressed to the Secretary-General

Reference of the Office of the Prosecutor General on criminal cases initiated in relation to serious violations by the armed forces of the Republic of Azerbaijan of the norms of international humanitarian law during armed clashes from 2 to 4 April 2016

1. **Criminal Case No. 131006.16 on elements of crimes provided for in paragraph 1, part 1, of article 416 (Serious Violations of International Humanitarian Law during Armed Conflicts), paragraphs 1 and 6, part 2, of article 416, and paragraph 2, part 3, of article 416 of the Criminal Code of the Nagorno Karabakh Republic**

During 2 and 3 April 2016, Azerbaijani armed forces, aiming to achieve military advantage, in flagrant violation of international law, using prohibited means and methods of warfare and gravely violating norms of international humanitarian law, indiscriminately attacked civilian population in the deep rear of the line of contact. In the village of Talish of the NKR Martakert region, Azerbaijani armed forces with particular cruelty, deliberately and unlawfully deprived Razmela Vardanyan (born in 1956), Valerik Khalapyan (born in 1951) and Marusya Khalapyan (born in 1924) of their lives by:

- Inflicting a gunshot wound in the right side of the face, mutilation of both ears, four gunshot wounds to the left arm, two gunshot wounds to the left side of the chest and two in the back of Razmela Vardanyan
- Gunshot wounds on the right buccal part, left part of the lower jaw, right lateral surface of the neck with damage to the carotid artery, mutilation of both ears, multiple gunshot wounds to the chest and the back of Valerik Khalapyan, as well as an injury to the right temporal part
- Gunshot wounds to the left side of the upper jaw, left lateral part of the neck, the shoulder, left lateral part of the back and mutilation of the left ear of Marusya Khalapyan

As part of the same criminal case, a preliminary investigation on the following incidents is also under way:

On 4 April 2016, at around 2.30 p.m., Azerbaijani armed forces on the grounds of national, racial or religious hatred or religious fanaticism, and for the purpose of intentional and unlawful deprivation of the lives of two or more persons, using rocket artillery systems, in a manner dangerous to the lives of many, shelled the civilian objects in the residential areas of Martouni town. As a result, a resident of the same town, Irina Baghdasaryan (born in 1958), received shrapnel wounds to the right arm and the surface of the rear chest wall.

On 4 April 2016, at around 7 p.m., Azerbaijani armed forces on the grounds of national, racial or religious hatred or religious fanaticism, and for the purpose of intentional and unlawful deprivation of the lives of two or more persons, as well as with the aim of intentional destruction of particularly large amounts of property, using rocket artillery systems, in a manner dangerous to the lives of many, shelled

the civilian objects in the residential areas of Askeran town. As a result, a cafeteria owned by a resident of the same town, Eric Gabrielyan (born in 1978), suffered damages, causing the latter a particularly large amount of material loss.

2. Criminal Case No. 171010.16 initiated on 2 April 2016 under paragraphs 6 and 14, part 2, of article 103 (Murder), and paragraphs 1, 6 and 14, part 2, of article 103 of the Criminal Code of the Nagorno Karabakh Republic

On 2 April 2016, at around 8.40 a.m., Azerbaijani armed forces on the grounds of national, racial or religious hatred or religious fanaticism, and for the purpose of intentional and unlawful deprivation of the lives of two or more persons, using rocket artillery systems, in a manner dangerous to the lives of many, shelled the village of Zoravan of the Martouni region. As a result, a resident of the village of Her-Her of the same region, Vagharsak Tatoul Grigoryan (born in 2004), receiving shrapnel wounds to the neck, trachea, the oesophagus and the left carotid artery, died on the spot. Three other residents of the same community were wounded. Vardan Vladik Andreassian (born in 2005) received a shrapnel wound in the upper third of the thigh and fracture of the femoral bone, while Gevorg Tatoul Grigoryan (born in 2005) got a shrapnel wound of the thigh with extensive soft tissue injury, and Gorik Tatoul Grigoryan (born in 2005) received a scratch on the eyebrow.

3. Criminal Case No. 161013.16 initiated on 2 April 2016 under article 33 (Attempt to commit a crime) and paragraphs 6 and 14, part 2, of article 103 (Murder), of the Criminal Code of the Nagorno Karabakh Republic

On 2 April 2016, at around 6.30 a.m., Azerbaijani armed forces on the grounds of national, racial or religious hatred or religious fanaticism, and for the purpose of intentional and unlawful deprivation of the lives of two or more persons, using rocket artillery systems, in a manner dangerous to the lives of many, shelled the village of Madaghis of the Martakert region. As a result, the head of the same community, Zaven Somik Avanessyan (born in 1985), received multiple shrapnel wounds to the head and torso.

4. Criminal Case No. 161014.16 initiated on 2 April 2016 under article 33 (Attempt to commit a crime) and paragraphs 6 and 14, part 2, of article 103 (Murder), of the Criminal Code of the Nagorno Karabakh Republic

On 2 April 2016, at around 9 a.m., Azerbaijani armed forces on the grounds of national, racial or religious hatred or religious fanaticism, and for the purpose of intentional and unlawful deprivation of the lives of two or more persons, using rocket artillery systems, in a manner dangerous to the lives of many, shelled the village of Talish of the Martakert region. As a result, a resident of the same village, Tsovinar Vladimir Aghajanyan (born in 1961), received shrapnel injuries to the upper third of the right arm bone.

5. Criminal Case No. 161015.16 initiated on 2 April 2016 under article 33 (Attempt to commit a crime) and paragraphs 6 and 14, part 2, of article 103 (Murder), of the Criminal Code of the Nagorno Karabakh Republic

On 2 April 2016, at around 9 a.m., Azerbaijani armed forces on the grounds of national, racial or religious hatred or religious fanaticism, and for the purpose of intentional and unlawful deprivation of the lives of two or more persons, using

rocket artillery systems, in a manner dangerous to the lives of many, shelled the village of Talish of the Martakert region. As a result, a resident of the same village, Garegin Vladimir Aghajanyan (born in 1973), received abdominal shrapnel wounds.

6. Criminal Case No. 161016.16 initiated on 2 April 2016 under article 33 (Attempt to commit a crime) and paragraphs 6 and 14, part 2, of article 103 (Murder), of the Criminal Code of the Nagorno Karabakh Republic

On 2 April 2016, at around 7.55 p.m., Azerbaijani armed forces on the grounds of national, racial or religious hatred or religious fanaticism, and for the purpose of intentional and unlawful deprivation of the lives of two or more persons, using rocket artillery systems, in a manner dangerous to the lives of many, shelled the village of Madaghis of the Martakert region. As a result, a resident of the same village, Kamo Arshavir Abrahamyan (born in 1961), received multiple shrapnel wounds to the body.

7. Criminal Case No. 161017.16 initiated on 2 April 2016 under article 33 (Attempt to commit a crime) and paragraphs 6 and 14, part 2, of article 103 (Murder), of the Criminal Code of the Nagorno Karabakh Republic

On 2 April 2016, at around 3 a.m., Azerbaijani armed forces on the grounds of national, racial or religious hatred or religious fanaticism, and for the purpose of intentional and unlawful deprivation of the lives of two or more persons, using rocket artillery systems, in a manner dangerous to the lives of many, shelled the village of Talish of the Martakert region. As a result, a resident of the same village, Kamo Garik Ohanyan (born in 1999), received shrapnel injuries to the left knee.

9 April 2016

Annex II to the letter dated 21 April 2016 from the Permanent Representative of Armenia to the United Nations addressed to the Secretary-General

[Original: English and Russian]

**Statement of the State Commission on Prisoners of War,
Hostages and Missing Persons**

On 10 April, in accordance with the arrangement reached earlier, the State Commission on Prisoners of War, Hostages and Missing Persons of the Nagorno Karabakh Republic, through the mediation of the International Committee of the Red Cross and the Office of the Personal Representative of the Chairman-in-Office of the Organization for Security and Cooperation in Europe, carried out the exchange of bodies of the deceased between the Nagorno Karabakh Republic (NKR) and Azerbaijan near the Bash Karvend settlement. The bodies of 18 servicemen of the NKR Defence Army, fallen as a result of the large-scale military aggression unleashed by Azerbaijan from 2 to 5 April, were transferred to the NKR side during the exchange.

At the presence of the representatives of the International Committee of the Red Cross, the NKR State Commission on Prisoners of War, Hostages and Missing Persons registered that all bodies of the deceased transferred by the Azerbaijani side had signs of torture and mutilation.

Those acts, being a flagrant manifestation of inhumanity, run counter to the laws and customs of war and are in grave violation of international humanitarian law, in particular, the Geneva Convention (I) for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (1949), Geneva Convention (III) relative to the Treatment of Prisoners of War (1949) and the Protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the protection of victims of international armed conflicts (Protocol I).

The Karabakh side will seek to ensure that such behaviour of the Azerbaijani side is condemned in the strongest terms by the international community and the specialized agencies, and those responsible are brought into account.

11 April 2016